

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
n°DDPP-DREAL UD38-2025- 09-03**

du 01 SEP. 2025

**à l'encontre de la société DS SMITH
sur la commune de Saint-Jean-de-Bournay (38440)**

La préfète de l'Isère,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I^{er} titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1, le livre V, titre I^{er} (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des décisions réglementant les activités exercées par la société DS SMITH au sein de son établissement situé sur la commune de Saint-Jean-de-Bournay, et notamment l'arrêté préfectoral portant autorisation n°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 ;

Considérant le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 24 juin 2025, réalisé à la suite de la visite effectuée le 21 mai 2025 du site de la société DS SMITH, situé sur la commune de Saint-Jean-de-Bournay ;

Considérant le courriel du 30 juin 2025 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, adressé à la société DS SMITH, faisant office de

consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant son site situé sur la commune de Saint-Jean-de-Bournay ;

Considérant les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 25 juillet 2025 ;

Considérant que lors de sa visite sur site le 21 mai 2025, l'inspection de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral portant autorisation n°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 :

- article 4.3.11 relatif aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- article 7.5.4 relatif aux consignes de sécurité.

Considérant que face à la situation irrégulière de l'installation susvisée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DS SMITH de respecter les dispositions susvisées de l'arrêté préfectoral portant autorisation n°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1 : La société DS SMITH (n°SIREN : 377 514 609), exploitant une installation de stockage de transformation et d'impression de papiers et cartons sise au ZI du pré de la barre sur la commune de Saint-Jean-de-Bournay est mise en demeure, à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral portant autorisation n°DDPP-ENV-2016-07-21 du 25 juillet 2016 dans les délais comptés à partir de la notification du présent arrêté et indiqués entre parenthèses :

- Article 4.3.11 relatif aux eaux pluviales susceptibles d'être polluées (6 mois) ;
- Article 7.5.4 relatif aux consignes de sécurité (6 mois).

Article 2 : L'exploitant justifie par écrit à l'échance de ces délais à l'inspection de l'environnement le respect des prescriptions susvisées avec l'ensemble des éléments d'appréciation appropriés.

En cas de non-respect de cette mise en demeure dans les délais prévus, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparté par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télerecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, le sous-préfet de Vienne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DS SMITH et dont copie sera adressée au maire de Saint-Jean-de-Bournay.

La préfète - 1 SEP. 2025
Pour la Préfète, par délégation,
le Secrétaire Général
Laurent SIMPLICIEN